



## Déclaration de la FSU 24 CTSD Bilan de rentrée du 18 novembre

Menaces, intimidations : c'est ainsi qu'a été perçue par les collègues la conception toute personnelle de la laïcité du ministre Blanquer. Le "*laboratoire de la République*" évoqué par le ministre le 13 octobre dernier avec sa "*boîte à penser la laïcité*" sont des propos emblématiques d'une volonté de fragmenter, de diviser : le Ministre s'invente ainsi des « ennemis de l'intérieur ». Le doute n'est plus permis sur la campagne électorale dans laquelle le ministre est désormais engagé.

De même, la FSU 24 condamne fermement la montée des discours qui propagent la xénophobie et rejettent les luttes sociales, féministes, humanistes, d'identités sexuelles. Dans ce contexte, la récente Une du Figaro magazine est particulièrement nauséabonde. L'école est une nouvelle fois accusée de tous les maux, mais nous ne sommes pas dupes, derrière l'école, ce sont les enseignants qui sont visés, désignés coupables. Face à ces attaques ignobles, nous nous indignons de l'assourdissant silence gouvernemental, qui en dit long sur sa considération de l'école publique et des enseignants !

Mais, malheureusement nous ne sommes pas surpris. L'accélération des attaques contre le service public d'éducation se poursuit depuis quelques mois à un rythme jamais observé auparavant.

- Projet du président de la République de laisser le choix aux directeurs d'école de Marseille de recruter des enseignants.
- Loi Rilhac donnant une fonction d'autorité aux directeurs d'école.
- Projet locaux d'évaluation en lycée qui sous le prétexte de retoucher une réforme du lycée interminable parce qu'injuste, souhaite mettre désormais en coupe réglée la liberté pédagogique des enseignants.
- La précarité en augmentation, qu'il s'agisse de l'entrée dans le métier (contractuels alternants, AED prépro...), ou des non titulaires, y compris dans le premier degré : le nombre d'étudiant-es en alternance effectivement recruté-es est bien en deçà de ce qui était prévu et plus préoccupant, inférieur au nombre de contractuels recrutés : ce n'est pas ainsi que l'on anticipe la pérennité d'un système.
- La réforme des concours et de la formation des enseignant-es et CPE présentée le 13 octobre 2021 dernier par le ministère en Comité Technique Ministériel. Ce texte place à temps plein devant les élèves tous les fonctionnaires-stagiaires issus d'un master MEEF. La réforme Blanquer des concours 2022 renoue donc en partie avec les pires aspects de la réforme de 2010, révélant le véritable bénéfice qu'en attend le Ministère : l'économie de milliers de postes. Les nouveaux dispositifs de la réforme de la formation, que ce soit les contractuels alternants, les AED prépro ou les fonctionnaires stagiaires sont fondés sur l'idée fautive que le terrain serait en lui-même formateur. Ils visent surtout à utiliser les étudiants et les stagiaires comme des moyens d'enseignement d'éducation, et de psychologie aux dépens de la formation disciplinaire, didactique et pédagogique délivrée par l'université.
- La réforme de l'éducation prioritaire avance peu à peu, sous couvert d'expérimentations diverses : les Contrats Locaux d'Accompagnement procèdent de la contractualisation et invalident, de fait, une carte de l'EP ciblant des territoires socialement défavorisés. Ainsi,

l'enseignement catholique a-t-il pu, pour la première fois, faire son entrée dans l'EP dans les académies concernées par les Contrats Locaux d'Accompagnement. La FSU est très inquiète des menaces qui pèsent sur l'existence même de la politique d'EP.

Le budget 2022 s'inscrit dans la continuité de la politique en œuvre depuis le début du quinquennat. Il va encore aggraver les inégalités et affaiblir les services publics. Et alors que la crise a renforcé l'urgence en matière de besoins éducatifs, le ministre va rendre 75 millions d'Euros ! La liste des manquements de ce gouvernement pour l'Éducation nationale est longue... Suppression de postes alors que le nombre d'élèves augmente, classes surchargées, rémunérations insuffisantes. Le ministre s'est par exemple opposé à un amendement proposant d'étendre la prime REP/REP+ aux AED et AESH (amendement pourtant porté par une députée de sa majorité gouvernementale...!). Et le ministre rend de l'argent...C'est inacceptable ! L'éducation nationale au cœur des préoccupations du gouvernement réellement ?? On en est loin.

Concernant le bilan de rentrée, en Dordogne, cette nouvelle rentrée n'a malheureusement pas dérogé à la règle constatée depuis plusieurs années.

Dans les collèges du département on constate que le nombre d'élèves par division est relativement stable par rapport à la rentrée dernière, soit une moyenne de 24.7 élèves par classe. Cependant, ce constat révèle encore et toujours des déviations :

- Des ouvertures de divisions financées par les heures de marge. La FSU dénonce toujours cette pratique qui permet certes de maintenir des effectifs acceptables dans un contexte largement dégradé par la situation sanitaire mais qui signifie aussi le renoncement pour les disciplines aux heures d'AP et de dédoublement.
- Des suppressions de divisions dans d'autres établissements, annoncées à la rentrée et qui mettent à mal l'organisation prévue et fragilise les personnels.
- La FSU dénonce aussi la politique de limitation des heures postes au profit des HSA, qui a pour seul et unique objectif l'économie des moyens. Cela a pour conséquence une dégradation des services des enseignants.

Dans les lycées du département, cette tendance se confirme. La DGH globale est en baisse de 205h par rapport à l'an dernier (179HP et 25 HSA) ce qui réduit encore et toujours les marges de manœuvre pour offrir dans conditions d'enseignement aux élèves et des conditions de travail aux enseignants dignes de ce nom. Alors que les enseignants demandent encore des aménagements des programmes et des épreuves, notamment de spécialité en Terminale, ils se sont vus opposer une fin de non recevoir par les IPR tandis que le ministère reste scandaleusement silencieux. Les collègues sont déjà épuisés, les élèves inquiets. A ce rythme, on court à la catastrophe.

Même si la DGH globale des LP pour cette rentrée, est en très légère augmentation au vu des effectifs relativement stables, elle l'est surtout par une hausse des HSA. Nous nous demandons jusqu'où l'administration va aller pour supprimer des postes donc des adultes dans des établissements où l'encadrement des jeunes est essentiel.

Après deux années de fonctionnement perturbé, des aménagements (travail en petits groupes par exemple) auraient pu être envisagés pour pallier aux nombreuses heures de pratique professionnelle qui n'ont pu être dispensées. L'enseignement à distance est bel et bien incompatible avec un grand nombre de formations professionnelles même si certains n'ont cessé de vanter cette pratique. Nous sommes aussi particulièrement inquiets face aux recours massifs des personnels contractuels qui semblent devenir la règle en enseignement professionnel. Le non recrutement de personnel titulaire pour enseigner dans des formations spécifiques ne fait que démontrer, contrairement aux annonces de notre ministre, le peu d'intérêt porté à cette voie de formation. Entre la réforme de la voie professionnelle qui a diminué les horaires des élèves de près de 15% et le développement

de la mixité des publics dans les classes, la voie professionnelle sous statut scolaire est bien malmenée.

Dans les écoles, nous dénonçons toujours des zones en tension et de trop nombreuses classes surchargées. Vous le savez, la taille des classes est un levier essentiel de la réussite des élèves. Or, la politique de Blanquer ne cible que quelques classes dédoublées ou allégées et surcharge les autres classes par effet de vases communicants bien réel, le recrutement nécessaire n'ayant pas été fait, M. Blanquer ayant préféré en profiter pour mettre en place un autre de ses axes de prédilection : le profilage de postes, avec toute la casse humaine et professionnelle y afférant. De même, la situation du remplacement et des remplaçants devient particulièrement préoccupante.

Autre sujet d'inquiétude, la diminution et le manque de postes de RASED, notamment dans nos zones rurales. Quelles vont être les conditions dans lesquelles les élèves en difficultés pourront être réellement accompagnés ?

De la même façon, la mise en place de l'école inclusive à marche forcée se poursuit: suppression de postes en SEGPA et EREA, baisse des dotations horaires dans le spécialisé, insuffisance des dispositifs ULIS qui privent les élèves des adaptations dont ils et elles ont besoin et amènent une surcharge de travail pour les coordonnateurs, démantèlement des établissements spécialisés. En première ligne, nos collègues AESH continuent de réclamer un vrai statut, des contrats à temps plein, un salaire décent et une formation de qualité. Revendications indispensables pour déprécariser ce métier et lui donner enfin la place qu'il mérite. Que leur propose-t-on? La création de PIAL qui complexifient leurs missions et dégradent la qualité de l'accompagnement des élèves. La mutualisation de l'accompagnement n'est clairement pas la solution idoine !

Tout cela se fait sans les moyens nécessaires à l'anticipation, à l'adaptation et à l'accueil de toutes et tous, et par conséquent dans la souffrance des personnels et des élèves. Quel bilan est fait par l'institution de cette décennie de prétendue inclusion.

Nous vous remercions pour votre écoute.